

**MAIRIE  
d'AIRION**

**DECLARATION PREALABLE**  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

<b>Demande déposée le 19 juillet 2022</b>	
Par :	<b>Monsieur BOUTHORS David</b>
Demeurant à :	<b>1 b, rue de l'église 60600 AIRION</b>
Sur un terrain sis à :	<b>1 b, rue de l'église 60600 AIRION 8 AC 145</b>
Nature des Travaux:	<b>Reconstruction d'un mûr de clôture avec mise en place d'un portail et portillon</b>

**N° DP 060 008 22 T0011**

**Surface de plancher  
créée : 0 m<sup>2</sup>**

**Surface de plancher  
antérieure: 0 m<sup>2</sup>**

**Surface de plancher  
nouvelle:  
0 m<sup>2</sup>**

**Le Maire de la commune d'AIRION**

**Vu** la déclaration préalable présentée le 29 juillet 2022 par Monsieur BOUTHORS DAVID,

**Vu** l'objet de la déclaration :

- pour la reconstruction d'un mûr de clôture avec mise en place d'un portail et portillon ;
- sur un terrain situé 1 b, rue de l'église ;
- pour une surface de plancher créée de 0 m<sup>2</sup> ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants,

**Vu** le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal en date du 24 juin 2013,

**ARRETE**

**Article 1 :** La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition assortie des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :** il est autorisé de déroger à la règle de hauteur du muret pour le compteur électrique ENEDIS considérée comme une contrainte technique.

AIRION, le 5 août 2022

Le Maire,

Sandrine BOULANGER DRETZ



*[Handwritten signature in blue ink]*

Envoyé en préfecture le 22/08/2022

Reçu en préfecture le 22/08/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 060-216000067-20220729-DP06000822T0011-AR

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales le*  
*Affichage en Mairie de l'avis de dépôt de la demande le 06/08/2022 00:00:00*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Télérecours citoyen :** Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).